

(N° 262.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MAI 1920.

- 1° Proposition de loi sur les loyers des militaires.
2° Proposition de loi consacrant la reconnaissance nationale envers les héros de la grande guerre. (Titre premier.)
3° Proposition de loi relative au paiement des loyers des militaires inférieurs au grade d'officier (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE (2), PAR M. MATHIEU.

MESSIEURS,

Parmi les différentes propositions de loi dont l'examen a été renvoyé à la Commission de l'Armée, il s'en trouve trois qui ont pour objet la réglementation du paiement des loyers de guerre des militaires.

Ce sont celles rappelées dans la suscription du présent rapport.

La Commission de l'Armée a décidé de les étudier conjointement, et c'est en suite de leur examen simultané qu'elle a élaboré la nouvelle proposition que l'on trouvera plus loin.

*
* *

La Commission a été unanime à considérer que la loi du 30 avril 1919 n'apporte pas une précision suffisante dans la protection qu'elle accorde aux militaires qui ont pris part à la Campagne.

En effet, le caractère facultatif de l'exonération qu'ils peuvent solliciter, a eu pour conséquence de les soumettre à des sorts divers selon le ressort territorial auquel ils appartiennent, et c'est, en réalité, les dispositions, tantôt bienveillantes, tantôt rigoureuses des Juges de Paix, qui ont constitué la mesure de leur bénéfice.

(1) Propositions de loi, nos 18, 81 et 132.

(2) La Commission de l'Armée, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Berloz et Cocq, vice-présidents, Crick, Ernest et Pastur, secrétaire; Brifaut, Brugmann, Buyt, de Gérardon, Dony, du Bus de Warnaffe, Huyshauwer, Lampens, Mansart, Marek, Mathieu, Van Belle, Vandemeulebroucke, Van Hoeck et Van Remoortel.

Il faut se rappeler en outre, que la loi du 25 août 1919, a accordé aux bailleurs un délai d'un an pour l'intentement des actions en paiement des loyers arriérés. Comme le preneur doit apporter la preuve de son indigence, tant au moment de l'échéance des loyers qu'au moment de l'action, il en résulte que tel militaire, qui aurait bénéficié d'une exonération totale s'il avait, antérieurement, pris l'initiative d'assigner son bailleur, pourra se voir, demain, condamné à payer l'intégralité de ses loyers de guerre, si, grâce à son labeur, il a pu améliorer sa situation de fortune et s'évader de l'indigence.

Il convenait de substituer à ce régime instable, fauteur d'incertitude et d'inquiétude, des règles précises fixant nettement l'étendue de la protection accordée aux militaires.

* * *

De même, la législation actuellement en vigueur attribuait au seul propriétaire la charge des exonérations. C'était, comme pour le locataire, le gré du Juge de Paix qui le frappait ou le dispensait d'un sacrifice, qui incombait, en réalité, à la collectivité tout entière.

Outre son injustice, ce système portait en lui des ferments de nature à aiguïser encore la discorde qui règne entre deux classes de la société. En effet, toute exonération accordée vouait fatalement son bénéficiaire à la rancune du bailleur dépossédé de ses loyers, et, inversement, toute action victorieuse exposait le bailleur au ressentiment du locataire condamné. Ainsi se creusait un fossé de plus en plus profond entre deux catégories de citoyens Belges que, en raison des difficultés de l'heure présente, le législateur doit au contraire s'appliquer à réconcilier.

C'est ce souci, en même temps que le sentiment de l'équité, qui a inspiré les travaux de la Commission.

* * *

La nouvelle proposition que la Commission a l'honneur de soumettre à la Chambre consacre les principes suivants :

Le militaire garde le bénéfice de la loi du 30 avril 1919 dans ce qu'elle a de favorable pour lui, à savoir que, s'il apporte la preuve de son indigence, le Juge peut toujours l'exonérer totalement.

Mais en aucun cas, quels qu'aient été sa position ou son grade, et avec la seule restriction de la fixation d'un taux maximum de loyer, il ne pourra être condamné à payer plus du tiers des loyers échus pendant qu'il appartenait à l'armée, ou qu'il devait être considéré comme y appartenant.

Le paiement des loyers de guerre des militaires est mis à la charge du locataire, du propriétaire, et de l'État, à concurrence d'un tiers pour chacun.

Toutefois, si le locataire est exonéré soit totalement, soit partiellement, l'État intervient pour assurer au bailleur la part déficitaire du locataire, en sorte que le bailleur percevra, en toute occurrence, les deux tiers des loyers qui lui sont dûs.

Les intérêts hypothécaires sont soumis aux mêmes règles, lorsque le mili-

taire habitait la maison grevée, et que c'est lui même, bien entendu, qui en était le propriétaire.

Enfin, les sommes payées en surcroît de la part afférente au preneur seront soumises à restitution, à la condition que le paiement ait été effectué en suite d'une action judiciaire.

Les transactions volontairement consenties restent acquises, sans recours des parties vis-à-vis l'une de l'autre ou vis-à-vis de l'Etat.

*
* *

La Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire, dans la matière actuelle, la distinction entre les combattants et les non combattants, et de les soumettre à un traitement différent.

Cette distinction, à laquelle certains se seraient peut-être attachés s'il s'était agi d'octroyer une récompense à ceux qui ont contribué au salut du pays, est inopportune en matière de loyers.

En effet, lorsque les militaires, miliciens ou volontaires, ont quitté leurs foyers, c'était pour répondre à une obligation, soit légale, soit morale, vis-à-vis de leur patrie. Quelle qu'ait été leur affectation dans la troupe, ils ont été, au même titre, dans l'impossibilité de se procurer les ressources nécessaires au paiement de leur loyer, et d'aviser à la régularisation de leur situation vis-à-vis de leur bailleur.

La Commission insiste sur ce point que, en se refusant à faire la distinction dont il s'agit, elle a simplement envisagé un cas d'espèce, et n'a pas eu l'intention d'établir un précédent d'ordre général.

*
* *

Pour supputer les charges financières qu'entraînera le vote des mesures proposées, il y a lieu de procéder par déductions.

Parmi les militaires qui ont appartenu à l'armée pendant la guerre, il en est une notable partie qui n'étaient pas locataires de leur propre chef. Les militaires des jeunes classes, notamment, étaient extrêmement rares, qui étaient établis et preneurs d'un bail lorsque les hostilités ont éclaté.

Parmi les autres, il convient, à nouveau, de faire le départ entre les militaires qui se sont, au lendemain de la guerre, retrouvés dans une situation aisée, et ceux qui sont restés ou tombés dans le dénuement.

Il n'est pas imprudent de présumer que les premiers se sont, dès à présent, volontairement acquittés de leur dette, ou tout au moins qu'ils en ont réglé le sort, par voie de transactions amiables. Ils ne seraient donc plus fondés à invoquer la nouvelle loi.

Les derniers seraient les seuls, en fin de compte, à en recueillir le bénéfice.

Quel est, d'autre part, le taux moyen à fixer pour les loyers dans le règlement desquels l'Etat interviendrait?

Tenant compte de ce que l'immense majorité des bénéficiaires de la loi seront des hommes de la classe besogneuse, il semble que le chiffre de 500 francs par an, soit 2500 francs pour la totalité de la période prévue, tienne

largement compte de la prudence qu'il faut apporter dans l'établissement des prévisions. La part d'intervention de l'Etat serait donc, pour chaque cas, de 2500 francs: 3=833 francs.

En supposant que l'Etat doive intervenir dans 75000 cas—chiffre à notre avis, fort exagéré—la charge totale qu'il aurait à supporter serait donc d'un peu plus de soixante millions.

Sans doute, faut-il envisager également le coût de l'intervention nécessaire pour combler la part déficitaire, résultant des exonérations prononcées par application de la loi du 30 avril 1919. Mais par contre, il y a lieu de tenir compte de ce que le militaire ne peut jouir de la loi que pour la durée de son séjour à l'armée, laquelle fort souvent n'atteindra pas cinq ans.

S'il est vrai, en effet, que l'effectif de l'armée a compté un jour 300,000 hommes, il ne faut pas oublier que, lorsqu'elles ont pris campagne, nos troupes ne comptaient guère plus de 125,000 soldats.

Cet effort financier de soixante millions, au maximum, dépasse-t-il les forces de la Nation?

La Commission a estimé que non. Et même s'il lui était démontré que, dans l'état actuel des choses, le sacrifice serait lourd pour le pays, elle estime formellement que, eu égard à la qualité de ceux qui doivent en être les bénéficiaires, la Belgique doit s'imposer de le subir.

COMMENTAIRE DE CERTAINS ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

Encore que l'état de guerre ait pris fin le 28 juin 1919, il paraît plus logique de retarder au 31 juillet l'expiration de la période envisagée par la loi, de telle sorte que celle-ci comprenne exactement cinq années.

Le chiffre de 3,600 francs fera peut-être l'objet de certaines critiques. On objectera que le militaire qui paye un loyer annuel de 3,600 francs est un citoyen fortuné, en faveur duquel il est inutile de légiférer. A cela nous répondrons que, précisément parce qu'il est fortuné, il est probable que ce militaire aura acquitté spontanément ses loyers arriérés, et que la loi, dès lors, ne le concernera pas; mais que, s'il en était autrement, on doit supposer que la raison en est dans des revers de fortune qui l'ont éprouvé en suite de la guerre, et qu'il mérite, dans ces conditions, la protection de la loi.

ART. 2.

A la campagne et dans les petites agglomérations particulièrement il arrive souvent que des travailleurs se sont rendus acquéreurs d'une habitation à l'aide de deniers qu'ils ont empruntés et en garantie desquels l'immeuble est donné.

Les intérêts hypothécaires sont donc, pour eux, l'équivalent des loyers.

ART. 5.

Nous avons exposé précédemment les motifs d'équité et d'opportunité qui justifient l'intervention de l'État.

Il importe d'expliquer les raisons pour lesquelles la Commission a estimé que le bailleur devait, en toute occurrence, obtenir le paiement de $\frac{2}{3}$ des loyers, et non d'une part moindre.

Si une indemnisation convenable ne leur était pas attribuée, les propriétaires auraient dans l'avenir une répugnance à donner leurs maisons en location aux militaires rappelables et surtout aux officiers et sous-officiers de carrière. Ils craindraient tout naturellement d'être à nouveau lésés au cas où une nouvelle guerre se produirait, et ainsi se compliquerait pour le personnel de l'armée, le problème, déjà bien difficile à résoudre souvent, de son logement.

D'autre part il est de l'intérêt des militaires bénéficiaires de la loi que l'État intervienne pour couvrir la part déficitaire du locataire. En effet, il tombe sous le sens que les exonérations totales sont souvent refusées en raison du scrupule qu'a le Juge de Paix de ne pas léser intégralement le bailleur au profit du preneur. Le sort du bailleur étant assuré, les jugements ne s'appuieraient plus désormais que sur la seule considération de la situation du locataire, indépendamment de celle du propriétaire, et une jurisprudence beaucoup plus généreuse inspirerait les jugements d'exonération.

ART. 6.

La Juridiction des dommages de guerre paraît la mieux qualifiée pour l'attribution des actions en indemnisation.

Celle-ci seront, du reste, de la plus grande simplicité. La seule pièce que réclamera le Commissaire de l'État sera l'expédition du jugement de Paix, et l'affaire se réduira, en réalité, à une formalité administrative.

En prévoyant que la liquidation des décisions intervenues sera soumise aux règles de la procédure en matière de dommages de guerre, l'article 6 laisse à l'État, jusqu'en 1924, le choix du moment où il payera les sommes mises à sa charge. Si ses ressources du moment ne lui permettaient pas de les liquider en espèces, il émettrait un titre nominatif productif d'intérêt. Mais il est peu probable qu'il devrait recourir à ce moyen.

Enfin, le paiement du loyer des militaires étant un dommage de guerre, il est tout naturel de l'imputer à la dette de l'Allemagne, et d'en attribuer le règlement à la juridiction qui a cette dette à la base de ses prévisions budgétaires.

ART. 7.

La Commission a substitué à dessein les mots « action judiciaire » aux mots « exécution judiciaire » qui lui étaient proposés, dans le but de signifier

que le paiement effectué ou la transaction intervenue à la suite d'une assignation, donne ouverture à l'action en restitution, encore que l'assignation n'ait été suivie d'aucun jugement.

Ces actions en restitution seront, du reste, fort rares.

Les condamnations au paiement intégral et immédiat des loyers arriérés sont exceptionnelles. Dans la plupart des cas, des délais, que la loi du 30 avril 1919 autorisait à prolonger jusque cinq ans, ont été accordés, en sorte que, même si les jugements portaient condamnation au paiement intégral, on peut dire que, en règle générale, ils n'ont pas encore reçu leur exécution à concurrence de plus du tiers.

ART. 8.

Malgré tout le désir qu'elle avait de reconnaître l'effort d'un grand nombre de locataires qui, souvent au prix de lourds sacrifices, se sont acquittés spontanément ou ont fait des transactions volontaires, cet article a paru indispensable à la Commission.

Pour la nécessité de réduire le nombre des actions, elle s'est résignée à admettre la présomption que : celui-là qui a payé volontairement est sensé avoir eu les moyens de le faire.

ART. 9.

Il est peu probable que les actions en revision fournissent matière à contestation. C'est pourquoi il a paru inopportun d'établir pour elles un degré d'appel.

Le Rapporteur,

JULES MATHIEU.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Loi relative au paiement des loyers
des militaires ayant servi pendant
la Campagne 1914-1918.

Wet op de betaling van de huishuur
der militairen die gedurende den
Oorlog 1914-1918 hebben gediend.

ART. 1^{er}.

Dans les actions tendant au payement des loyers échus pendant une période commençant au 1^{er} août 1914, et prenant fin au 31 juillet 1919, aucune condamnation ne pourra être prononcée à concurrence de plus du tiers de l'ensemble des loyers échus pendant cette période, si le locataire a été retenu sous les drapeaux, interné ou fait prisonnier de guerre, et pour autant que le loyer annuel ne dépassât pas 3,600 frs.

L'exonération ne sera applicable que pour la durée du séjour à l'armée, de l'internement ou de la captivité.

ART. 2.

Le bénéfice de l'exonération pourra être invoqué par le conjoint, les descendants, les ascendants, et également par les frères et sœurs du preneur décédé, si celui-ci était leur soutien et si, habitant avec lui, ils ont continué la jouissance après décès.

ART. 3.

Dans les actions tendant au payement des intérêts échus pendant une

EERSTE ARTIKEL.

In de vorderingen tot betaling van huishuur, vervallen gedurende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en eindigend op 31 Juli 1919, kan geene veroordeeling tot meer dan een derde van het geheel bedrag der gedurende dit tijdperk vervallen huishuur uitgesproken worden, indien de huurder werd in dienst gehouden, geïnterneerd of krijgsgevangen gemaakt, en in zooverre de jaarlijksche huur niet 3,600 frank overschreed.

De ontlasting geldt slechts voor den duur van den krijgsdienst, van de interneering of van de gevangenhouding.

ART. 2.

Op het voordeel der ontlasting kan aanspraak worden gemaakt door den echtgenoot, de afstammelingen, de bloedverwanten in de opgaande linie en ook door de broeders en zusters van den overleden huurder, indien deze hun kostwinner was en indien zij, bij hem inwonende, het genot na zijn overlijden hebben voortgezet.

ART. 3.

In de vorderingen tot betaling van de interesten, vervallen gedu-

période commençant au 1^{er} août 1914 et prenant fin au 31 juillet 1919, d'une dette garantie par une hypothèque ou un privilège grevant soit un immeuble que le propriétaire occupait en totalité avant le 1^{er} août 1914, soit un immeuble dont une partie aura été donné à bail et dont le loyer aura été réduit par la loi du 30 avril 1919, aucune condamnation ne pourra être prononcée à concurrence de plus du tiers de la totalité des intérêts échus pendant cette période si le propriétaire a été retenu sous les drapeaux, interné ou fait prisonnier de guerre.

L'exonération ne sera applicable que pour la durée du séjour à l'armée, de l'internement ou de la captivité.

ART. 4.

Sera considéré pour l'application des articles qui précèdent comme étant resté à l'armée, le militaire qui, licencié pour une cause quelconque, indépendante de sa volonté, n'aura pu rejoindre la Belgique avant la libération du territoire.

ART. 5.

Un tiers des loyers arriérés afférents aux périodes ci-dessus déterminées sera supporté par l'État.

Si le preneur a été exonéré totalement par application de la loi du 30 avril 1919, la part supportée par l'État sera des deux tiers.

Si le preneur a été exonéré partiellement, mais de telle façon que la condamnation n'atteigne pas le tiers de la totalité des loyers échus,

rende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en eindigend op 31 Juli 1919, eener schuld gewaARBORGD door eene hypotheek of een voorrecht hetzij op een vast goed, dat door den eigenaar geheel betrokken werd vóór 1 Augustus 1914, hetzij op een vast goed, waarvan een deel werd verhuurd en waarvan de huishuur krachtens de wet van 30 April 1919 verminderd werd, kan geene veroordeeling tot meer dan een derde van het geheel bedrag der gedurende dit tijdperk vervallen interesten uitgesproken worden, indien de eigenaar werd in dienst gehouden, geïnterneerd of krijgsgevangen gemaakt.

De ontlasting geldt slechts voor den duur van den krijgsdienst, van de interneering of van de gevangenhouding.

ART. 4.

De militair die, om eenige reden buiten zijn wil uit den dienst ontslagen, niet in België kon terugkeeren vóór de bevrijding van het grondgebied, wordt, met het oog op de toepassing van de voorgaande artikelen, geacht in dienst te zijn gebleven.

ART. 5.

Een derde van de achterstallige huishuur voor bovengemelde tijdperken wordt door den Staat betaald.

Werd aan den huurder volle ontlasting gegeven bij toepassing van de wet van 30 April 1919, dan belooft het door den Staat te betalen deel twee derden.

Werd de huurder gedeeltelijk ontlast, op zulke wijze echter dat de veroordeeling niet een derde van het geheel bedrag der vervallen huishuur

la part de l'État sera du complément nécessaire pour former les deux tiers.

ART. 6.

En vue d'obtenir la part des loyers arriérés impartie à l'État, les bailleurs porteront leur action devant les Tribunaux des dommages de guerre.

La procédure pour l'introduction et le jugement des demandes, ainsi que pour la liquidation des décisions intervenues sera celle prévue pour la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages aux biens.

Toutefois, le délai pour l'introduction des demandes sera prorogé jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 7.

Si des loyers ou des intérêts hypothécaires ont été payés en suite d'une action judiciaire, à concurrence de plus du tiers des loyers ou des intérêts échus, le bailleur ou le créancier sera tenu à restitution de la somme payée en surcroît de cette quotité.

ART. 8.

Toutes les transactions volontaires entre propriétaire et locataires restent acquises sans recours des parties vis-à-vis l'une de l'autre ou vis-à-vis de l'État.

ART. 9.

Si, par l'effet de délais accordés par le Juge, ou pour tout autre

bereikt, dan betaalt de Staat het vereischte aanvullend bedrag om de twee derden uit te maken.

ART. 6.

Om het aandeel van den Staat in de achterstallige huishuur te bekomen, brengen de verhuurders hunne vordering voor de rechtbanken voor oorlogsschade aan.

De rechtspleging tot het aanhangig maken en het berechten van de eischen, alsmede tot vereffening van de gegeven beslissingen is die voorzien bij de wet van 10 Mei 1919 voor het herstel der schade aan goederen.

De termijn voor het aanhangig maken van de eischen wordt echter verlengd tot na het verstrijken van de zesde maand na het in werking treden van deze wet.

ART. 7.

Werden huishuren of hypothecaire interesten ten gevolge van eene rechtsvordering betaald tot een bedrag van meer dan een derde der vervallen huishuur of interesten, dan is de verhuurder of de schuldeischer verplicht de som terug te betalen, welke boven dit derde werd betaald.

ART. 8.

Al de vrijwillige dadingen tusschen eigenaars en huurders blijven verbindend zonder verhaal van partijen op elkander of op den Staat.

ART. 9.

Het vonnis van veroordeeling, dat, ten gevolge van uitstel verleend door

cause, le jugement de condamnation n'a pas encore été exécuté à concurrence de plus du tiers de la somme due, il pourra être soumis à revision.

ART. 10.

Les Juges de Paix devant lesquels l'action en paiement avait été portée connaissent en dernier ressort des actions en restitution et en revision.

ART. 11.

Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi sont réputées non avenues.

ART. 12.

Toutes preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins compris.

ART. 13.

Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi :

- 1) Les Belges ;
- 2) Les militaires appartenant aux pays associés à la Belgique dans la guerre ;
- 3) Les nationaux des pays étrangers qui ont servi pendant la guerre sous les drapeaux de la Belgique ou de l'une des puissances associées ;
- 4) Les veuves, ascendants et descendants, en ligne directe, frères et sœurs des miliciens des catégories précédentes, si ces militaires étaient leur soutien et habitaient avec eux.

den rechter of om eenige andere reden, nog niet ten uitvoer gelegd werd tot een bedrag van meer dan een derde der verschuldigde som, kan herzien worden.

ART. 10.

De Vrederechters, voor wie de vordering tot betaling werd aangebracht, nemen in hoogsten aanleg kennis van de vorderingen tot terugbetaling en tot herziening.

ART. 11.

De met deze wet strijdige bepalingen en bedingen worden als niet bestaande gehouden.

ART. 12.

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, bijgebracht.

ART. 13.

Tot het voordeel dezer wet worden alleen toegelaten :

- 1° De Belgen ;
- 2° De militairen der landen die in den oorlog bij België aangesloten waren ;
- 3° De burgers van de vreemde landen, die gedurende den oorlog hebben gediend in het Belgisch leger of in het leger van eene der geassocieerde mogendheden ;
- 4° De weduwen, bloedverwanten in de rechte opgaande en nederdalende linie, broeders en zusters der militieplichtigen van bovengemelde soorten, indien die militairen hunne kostwinners waren en met hen inwoonden.

En sont exclus :

1^o) Ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation pour crime ou pour délit contre la sécurité de l'État ou pour infraction à l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 ;

2^o) Ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation par application de l'article 51 du Code militaire ;

3^o) Les conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs des militaires décédés originaires des puissances ennemies et qui sont retournés dans leur pays d'origine.

Dit voordeel wordt ontzegd :

1^o aan hen, die gestraft werden wegens eene misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van den Staat of wegens eene overtreding van het besluit-wet van 10 December 1916 ;

2^o aan hen, die gestraft werden op grond van artikel 51 van het Militair Strafwetboek ;

3^o Aan de echtgenooten, bloedverwanten in de opgaande en nederdalende linie, broeders en zusters van de overleden militairen behorende tot de vijandelijke mogendheden, die in hun land van herkomst zijn teruggekeerd.

(VI)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MEI 1920.

- 1° Wetsvoorstel betreffende de huishuur van de militairen.
- 2° Wetsvoorstel tot betooning van 's Lands dankbaarheid jegens de helden van den Grooten Oorlog (Eerste Titel).
- 3° Wetsvoorstel op de betaling der huishuur van de militairen beneden den graad van officier ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE LEGERCOMMISSIE (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MATHIEU.

MIJNE HEEREN,

Onder de verschillende wetsvoorstellen, waarvan het onderzoek naar de Legercommissie werd verwezen, zijn er drie, welke ten doel hebben, de betaling van de huishuur der militairen tijdens den oorlog te regelen.

Het zijn die vermeld in den titel van dit verslag.

De Legercommissie heeft besloten, ze gezamenlijk te onderzoeken, en ten gevolge van dit onderzoek heeft zij het nieuwe wetsvoorstel opgemaakt, dat op dit verslag volgt.

* * *

De Commissie was eenparig van meening dat de wet van 30 April 1919 de bescherming, welke zij verleent aan de militairen die den veldtocht meemaakten, niet duidelijk genoeg omschrijft.

Inderdaad, wegens het niet verplichtend karakter van de ontlasting, welke zij mogen aanvragen, werd over hun toestand op verschillende wijze beslist volgens de rechtbank, waartoe zij behooren, en feitelijk hing het min of meer groot voordeel, dat hun werd toegekend, af van de gemoedsstemming der soms inschikkelijke en soms strenge vrederechters.

(1) Wetsvoorstellen, n^o 48, 84 en 132.

(2) De Legercommissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Berloz en Cocq, ondervoorzitters; Crick, Ernest en Pastur, secretarissen; Brifaut, Bruggmann, Buyl, de Gérardon, Dony, du Bus de Warnaffe, Huyshauwer, Lampens, Mansart, Marck, Mathieu, Van Belle, Vandemeulebroecke, Van Hoeck en Van Remoortel.

Men mag daarbij niet vergeten dat de wet van 25 Augustus 1919 aan de verhuurders een termijn van één jaar heeft verleend tot het instellen van vorderingen tot betaling der achterstallige huishuur. Daar de huurder het bewijs moet leveren van zijn onvermogen, zoowel op het oogenblik van het vervallen der huishuur als op dit van de vordering, heeft zulks ten gevolge dat deze of gene militair, die eene volle ontlasting zou bekomen hebben zoo hij vroeger zijn verhuurder had gedagvaard, later kan veroordeeld worden tot betaling van de volle huishuur tijdens den oorlog vervallen, indien hij, dank aan zijnen arbeid, zijn geldelijken toestand kon verbeteren en niet langer onvermogen is.

Zulk onvast stelsel, aanleiding gevende tot onzekerheid en onrust, diende te worden vervangen door nauwkeurige regelen, welke den omvang van de bescherming, aan de militairen verleend, duidelijk omschrijven.

* * *

Evenzoo was alleen de eigenaar, krachtens de bestaande wetgeving, verplicht de gevolgen der ontlasting te ondergaan. Evenals voor den huurder was het de wil van den vrederechter, die hem eene opoffering oplegde of hem ontsloeg van eene opoffering welke feitelijk op de geheele gemeenschap zou moeten vallen.

Dit stelsel was niet alleen onrechtvaardig, het gaf tevens aanleiding tot verscherping van de oneenigheid tusschen twee standen van de samenleving. Immers, elke verleende ontlasting leverde noodzakelijk den huurder over aan den wrok van den verhuurder, die van zijne huishuur beroofd werd, en, omgekeerd, elk gewonnen geding stelde den verhuurder bloot aan den nijd van den veroordeelden huurder. Aldus werd de kloof steeds dieper tusschen twee klassen van Belgische ingezetenen, welke, wegens de moeilijkheden van den tegenwoordigen tijd, de wetgever integendeel zou moeten trachten te verzoenen.

Door die zorg en tevens door een gevoel van rechtvaardigheid was de Commissie bij hare werkzaamheden bezielde.

* * *

Het nieuwe voorstel, dat de Commissie de eer heeft aan de Kamer voor te leggen, huldigt de volgende beginselen :

De militair behoudt de weldaad der wet van 30 Juli 1919, in zooverre zij voor hem voordelig is : zoo hij het bewijs van zijn onvermogen levert, kan de Rechter hem volle ontlasting verleen.

Doch in geen geval, welke zijn stand of graad was, en met de enkele beperking van de bepaling van een maximum-huurprijs, zal hij kunnen veroordeeld worden tot de betaling van meer dan een derde der huishuur, vervallen terwijl hij in het leger diende of terwijl hij moest beschouwd worden tot het leger te behooren.

De betaling van de huishuur der militairen wordt ten laste gelegd van den huurder, van den eigenaar en van den Staat, elk voor een derde.

Echter, zoo de huurder geheel of gedeeltelijk wordt ontlast, komt de Staat tussenbeide om aan den verhuurder het tekort van den huurder te betalen, zoodat, in elk geval, de verhuurder twee derden van de hem verschuldigde huishuur zal ontvangen.

Voor de hypothecaire interesten gelden dezelfde regelen, wanneer de militair het belaste huis bewoonde en, wel te verstaan, indien hij zelf de eigenaar daarvan is.

Eindelijk zullen de sommen, betaald boven het deel dat de huurder verschuldigd is, moeten teruggegeven worden, mits de betaling werd gedaan ten gevolge van een vordering voor de rechtbanken.

De vrijwillig getroffen dadingen blijven van kracht, zonder verhaal van partijen op elkaar of op den Staat.

* * *

De Commissie was van meening dat, in deze, geen onderscheid diende te worden gemaakt tusschen strijders en niet-strijders en men hen niet op verschillende wijze mocht behandelen.

Dit onderscheid, waarop sommigen nadruk zouden gelegd hebben zoo er sprake geweest ware van eene belooning voor hen die het Land hebben gered, komt niet te pas in zake huishuur.

Inderdaad, wanneer de militairen hunne haardstede hebben verlaten als militieplichtigen of als vrijwilligers, deden zij dit om een wettelijken of moreelen plicht tegenover hun land te kwijten. Welk hunne bediening bij het leger ook was, zij verkeerden, in gelijke mate, in de onmogelijkheid zich de noodige middelen aan te schaffen om hunne huishuur te betalen en hun toestand tegenover hunnen verhuurder te regelen.

De Commissie legt er nadruk op, dat zij, door dit onderscheid niet te maken, enkel een bijzonder geval beoogde en de bedoeling niet had een algemeen regel in te voeren, waarop men zich later zou kunnen beroepen.

* * *

Om vast te stellen tot welke financiële lasten de aanneming van de voorgestelde maatregelen aanleiding geven zal, dient men bij wijze van gevolgtrekkingen te werk te gaan.

Onder de militairen, die tijdens den oorlog tot het leger behoorden, zijn er zeer velen, die zelf geen huurder waren. Uiterst gering was het getal militairen der jongere klassen, namelijk, die gevestigd waren en eene huurovereenkomst hadden gesloten wanneer de oorlog uitbrak.

De overigen moeten op hunne beurt verdeeld worden in militairen, die, na den oorlog, opnieuw in een welhebbenden toestand waren, en zij, die in ellende bleven verkeerden of er in gevallen zijn.

Het is niet gewaagd te onderstellen dat de eersten reeds vrijwillig hunne schuld hebben betaald of althans haar door middel van minnelijke overeenkomsten hebben geregeld. Zij zouden dus niet meer gerechtigd zijn om zich op de nieuwe wet te beroepen.

De laatsten zouden eigenlijk de eenigen zijn om het voordeel daarvan te genieten.

Welk is, anderzijds, het gemiddeld bedrag van de huishuren, voor welke regeling de Staat zou tusschenbeide komen?

Rekening houdend met het feit, dat de overgrootste meerderheid dergenen, die voordeel hebben bij de wet, mannen zijn van de arbeidersklasse, komt het voor, dat, wanneer men zich bepaalt bij eene som van 500 frank 's jaars, dus 2,500 frank voor het gansche tijdperk, men met de bij die ramingen vereischte voorzichtigheid handelen zal. Het aandeel van den Staat zou dus, voor elk geval, zijn $2,500 \text{ frank} : 5 = 833 \text{ frank}$.

Gesteld dat de Staat in 75,000 gevallen moet tusschenbeide komen — wat, naar ons inzien, een fel overdreven getal is —, dan zal de geheele last, welke hij te dragen heeft, iets meer dan zestig millioen bedragen.

Ongetwijfeld moet men ook rekening houden met de uitgave wegens de vereischte bijdrage om het tekort aan te vullen, dat het gevolg is van de ontlastingen uitgesproken krachtens de wet van 30 April 1919. Doch men moet daarentegen rekening houden met het feit, dat de militair het voordeel van de wet slechts kan genieten voor den tijd van zijn dienst in het leger, welke zeer dikwijls niet vijf jaar bedraagt.

Is het inderdaad waar dat, op zeker oogenblik, ons leger 300,000 man sterk was, dan mag men toch niet vergeten dat, bij den aanvang van den veldtocht, onze troepen nauwelijks 125,000 soldaten telden.

Gaat deze uitgave van ten hoogste zestig millioen de krachten van de Natie te boven?

De Commissie meende neen. En al mocht het haar bewezen zijn dat, in den huidige stand der zaken, de opoffering zwaar zou zijn voor het land, dan blijft zij beslist bij de meening dat, met het oog op den toestand van hen, die daarop aanspraak moeten hebben, België zich dit offer moet getroosten.

TOELICHTING VAN SOMMIGE ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Ofschoon de staat van oorlog een einde heeft genomen op 28 Juni 1919, komt het logischer voor, het vervallen van het door de wet beoogde tijdperk te verdagen tot 31 Juli, zoodat dit juist vijf jaar bedragen zal.

Tegen het cijfer van 3,600 frank kunnen wellicht eenige bezwaren aangevoerd worden. Men zal opwerpen dat de militair, die eene huur van 3,600 frank 's jaars betaalt, een vermogend ingezetene is, in wiens voordeel het nutteloos is eene wet te maken. Daarop antwoorden wij dat deze militair, juist omdat hij vermogend is, waarschijnlijk uit eigen beweging zijne achterstallige huishuur zal betaald hebben en dat bijgevolg de wet hem niet betreft, maar dat men, ware het anders gesteld, onderstellen moet dat de reden er van ligt in den tegenspoed, welke de oorlog hem bracht, en dat hij, onder die omstandigheden, de bescherming van de wet verdient.

ART. 2.

Op het platteland en vooral in de kleine agglomeraties gebeurt het vaak dat arbeiders een huis hebben aangekocht met ontleend geld, waarvoor het huis tot borg dient.

De hypothecaire interesten staan, voor hen, dus gelijk met de huishuur.

ART. 3.

Wij hebben de redenen van billijkheid en gepastheid, welke de tusschenkomst van den Staat wettigen, reeds uiteengezet.

Het behoort dat wij de redenen toelichten, waarom de Commissie achtte dat de verhuurder, in elk geval, de betaling moest bekomen van $\frac{2}{3}$ der huishuur en van niets minder.

Zoo eene behoorlijke schadeloosstelling hun niet werd toegekend, zouden de eigenaars in de toekomst slechts met weerzin hunne huizen verhuren aan militairen, die opnieuw kunnen binnengeroepen worden, en vooral aan beroepsofficieren en beroepsonderofficieren. Zij zouden heel natuurlijk duchten eene nieuwe schade te lijden ingeval een nieuwe oorlog mocht ontstaan, en aldus zou voor het legerpersoncel het vaak reeds zoo moeilijk op te lossen woningvraagstuk nog meer ingewikkeld worden.

Anderzijds hebben de militairen, die aanspraak hebben op het voordeel der wet, er belang bij, dat de Staat tusschenbeide kome om het tekort van den huurder te dekken. Het is inderdaad klaar dat de volle ontlastingen vaak afgewezen worden, wijl de vrederechter er bezwaar tegen heeft, den verhuurder geheel te benadeelen ten bate van den huurder. Is de toestand van den verhuurder verzekerd, dan zouden de vonnissen voortaan nog slechts den toestand van den huurder in overweging nemen, onaangezien dien van den eigenaar, en de vonnissen tot ontlasting zouden van eene veel mildere rechtspraak uitgaan.

ART. 6.

De rechtbanken voor oorlogsschade schijnen het meest bevoegd om kennis te nemen van de eischen tot vergoeding.

Deze zullen overigens uiterst eenvoudig zijn. Het eenige stuk, dat de Staatscommissaris zal vergen, zal zijn het afschrift van het vonnis van den vrederechter en het geding zal zich feitelijk bij een bestuurlijke formaliteit bepalen.

Door te voorzien dat de rechtspleging in zake oorlogsschade van toepassing zal zijn op de vereffening der gegeven beslissingen, laat artikel 6 aan den Staat, tot in 1924, de keuze van het oogenblik, waarop hij de verschuldigde sommen zal betalen. Zoo de middelen, waarover hij op dat oogenblik beschikt, hem niet veroorloven in baar geld te betalen, zou hij een rentegevenden titel op naam verleen. Het is echter weinig waarschijnlijk dat hij dit middel zou moeten aanwenden.

Ten slotte, daar de betaling van de huishuur der militairen eene oorlogsschade is, komt het natuurlijk voor, dat men ze in Duitschlands schuld

opneme en de vereffening daarvan toevertrouwe aan de bevoegde macht, welke deze schuld ten grondslag van hare begrooting heeft.

ART. 7.

Opzettelijk heeft de Commissie het woord « rechtsvordering » in de plaats gesteld van de haar voorgestelde woorden « gerechtelijke uitwinning », en wel om aan te toonen dat de gedane betaling of de na eene dagvaarding getroffen dading aanleiding geeft tot de vordering tot teruggave, zelfs wanneer op de dagvaarding geen vonnis volgde.

Deze vorderingen tot teruggave zullen overigens zeer zeldzaam zijn.

De veroordeelingen tot volle en onmiddellijke betaling der achterstallige huishuren zijn uitzonderingen. In de meeste gevallen werd uitstel verleend, dat de wet van 30 April 1919 toeliet tot op vijf jaar te verlengen, zoodat men, zelfs wanneer de vonnissen de volle betaling opleggen, zeggen mag dat, over 't algemeen, geen derde dezer vonnissen werd uitgevoerd.

ART. 8.

Ondanks haren innigen wensch de pogingen te erkennen van een groot getal huurders, die, vaak ten koste van zware opofferingen, uit eigen beweging betaald hebben of vrijwillige dadingen troffen, achtte de Commissie dit artikel onontbeerlijk.

Met het oog op de noodzakelijkheid het getal rechtsvorderingen te beperken, moest zij erin berusten, het vermoeden aan te nemen, dat hij, die vrijwillig betaald heeft, geacht is daartoe de middelen te bezitten.

ART. 9.

Het is weinig waarschijnlijk dat de rechtsvorderingen tot herziening aanleiding zullen geven tot betwisting. Daarom bleek het niet gepast, daarvoor beroep toe te laten.

De Verslaggever,

JULES MATHIEU.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

Texte proposé par la Commission.

Loi relative au payement des loyers
des militaires ayant servi pendant
la Campagne 1914-1918.

ART. 1^{er}.

Dans les actions tendant au payement des loyers échus pendant une période commençant au 1^{er} août 1914, et prenant fin au 31 juillet 1919, aucune condamnation ne pourra être prononcée à concurrence de plus du tiers de l'ensemble des loyers échus pendant cette période, si le locataire a été retenu sous les drapeaux, interné ou fait prisonnier de guerre, et pour autant que le loyer annuel ne dépassât pas 3,600 frs.

L'exonération ne sera applicable que pour la durée du séjour à l'armée, de l'internement ou de la captivité.

ART. 2.

Le bénéfice de l'exonération pourra être invoqué par le conjoint, les descendants, les ascendants, et également par les frères et sœurs du preneur décédé, si celui-ci était leur soutien et si, habitant avec lui, ils ont continué la jouissance après décès.

ART. 3.

Dans les actions tendant au payement des intérêts échus pendant une

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Wet op de betaling van de huishuur
der militairen die gedurende den
Oorlog 1914-1918 hebben gediend.

EERSTE ARTIKEL.

In de vorderingen tot betaling van huishuur, vervallen gedurende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en eindigend op 31 Juli 1919, kan geene veroordeeling tot meer dan een derde van het geheel bedrag der gedurende dit tijdperk vervallen huishuur uitgesproken worden, indien de huurder werd in dienst gehouden, geïnterneerd of krijgsgevangen gemaakt, en in zooverre de jaarlijksche huur niet 3,600 frank overschreed.

De ontlasting geldt slechts voor den duur van den krijgsdienst, van de interneering of van de gevangenhouding.

ART. 2.

Op het voordeel der ontlasting kan aanspraak worden gemaakt door den echtgenoot, de afstammelingen, de bloedverwanten in de opgaande linie en ook door de broeders en zusters van den overleden huurder, indien deze hun kostwinner was en indien zij, bij hem inwonende, het genot na zijn overlijden hebben voortgezet.

ART. 3.

In de vorderingen tot betaling van de interesten, vervallen gedu-

période commençant au 1^{er} août 1914 et prenant fin au 31 juillet 1919, d'une dette garantie par une hypothèque ou un privilège grevant soit un immeuble que le propriétaire occupait en totalité avant le 1^{er} août 1914, soit un immeuble dont une partie aura été donné à bail et dont le loyer aura été réduit par la loi du 30 avril 1919. aucune condamnation ne pourra être prononcée à concurrence de plus du tiers de la totalité des intérêts échus pendant cette période si le propriétaire a été retenu sous les drapeaux, interné ou fait prisonnier de guerre.

L'exonération ne sera applicable que pour la durée du séjour à l'armée, de l'internement ou de la captivité.

ART. 4.

Sera considéré pour l'application des articles qui précèdent comme étant resté à l'armée, le militaire qui, licencié pour une cause quelconque, indépendante de sa volonté, n'aura pu rejoindre la Belgique avant la libération du territoire.

ART. 5.

Un tiers des loyers arriérés afférents aux périodes ci-dessus déterminées sera supporté par l'État.

Si le preneur a été exonéré totalement par application de la loi du 30 avril 1919, la part supportée par l'État sera des deux tiers.

Si le preneur a été exonéré partiellement, mais de telle façon que la condamnation n'atteigne pas le tiers de la totalité des loyers échus,

rende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en eindigend op 31 Juli 1919, eener schuld gewaARBORGD door eene hypotheek of een voorrecht hetzij op een vast goed, dat door den eigenaar geheel betrokken werd vóór 1 Augustus 1914, hetzij op een vast goed, waarvan een deel werd verhuurd en waarvan de huishuur krachtens de wet van 30 April 1919 verminderd werd, kan geene veroordeeling tot meer dan een derde van het geheel bedrag der gedurende dit tijdperk vervallen interesten uitgesproken worden, indien de eigenaar werd in dienst gehouden, geïnterneerd of krijgsgevangen gemaakt.

De ontlasting geldt slechts voor den duur van den krijgsdienst, van de interneering of van de gevangenhouding.

ART. 4.

De militair die, om eenige reden buiten zijn wil uit den dienst ontslagen, niet in België kon terugkeeren vóór de bevrijdding van het grondgebied, wordt, met het oog op de toepassing van de voorgaande artikelen, geacht in dienst te zijn gebleven.

ART. 5.

Een derde van de achterstallige huishuur voor bovengemelde tijdperken wordt door den Staat betaald.

Werd aan den huurder volle ontlasting gegeven bij toepassing van de wet van 30 April 1919, dan belooft het door den Staat te betalen deel twee derden.

Werd de huurder gedeeltelijk ontlast, op zulke wijze echter dat de veroordeeling niet een derde van het geheel bedrag der vervallen huishuur

la part de l'État sera du complément nécessaire pour former les deux tiers.

ART. 6.

En vue d'obtenir la part des loyers arriérés impartie à l'État, les bailleurs porteront leur action devant les Tribunaux des dommages de guerre.

La procédure pour l'introduction et le jugement des demandes, ainsi que pour la liquidation des décisions intervenues sera celle prévue pour la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages aux biens.

Toutefois, le délai pour l'introduction des demandes sera prorogé jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 7.

Si des loyers ou des intérêts hypothécaires ont été payés en suite d'une action judiciaire, à concurrence de plus du tiers des loyers ou des intérêts échus, le bailleur ou le créancier sera tenu à restitution de la somme payée en surcroît de cette quotité.

ART. 8.

Toutes les transactions volontaires entre propriétaire et locataires restent acquises sans recours des parties vis-à-vis l'une de l'autre ou vis-à-vis de l'État.

ART. 9.

Si, par l'effet de délais accordés par le Juge, ou pour tout autre

bereikt, dan betaalt de Staat het vereischte aanvullend bedrag om de twee derden uit te maken.

ART. 6.

Om het aandeel van den Staat in de achterstallige huishuur te bekomen, brengen de verhuurders hunne vordering voor de rechtbanken voor oorlogsschade aan.

De rechtspleging tot het aanhangig maken en het berechten van de eischen, alsmede tot vereffening van de gegeven beslissingen is die voorzien bij de wet van 10 Mei 1919 voor het herstel der schade aan goederen.

De termijn voor het aanhangig maken van de eischen wordt echter verlengd tot na het verstrijken van de zesde maand na het in werking treden van deze wet.

ART. 7.

Werden huishuren of hypothecaire interesten ten gevolge van eene rechtsvordering betaald tot een bedrag van meer dan een derde der vervallen huishuur of interesten, dan is de verhuurder of de schuldeischer verplicht de som terug te betalen, welke boven dit derde werd betaald.

ART. 8.

Al de vrijwillige dadingen tusschen eigenaars en huurders blijven verbindend zonder verhaal van partijen op elkander of op den Staat.

ART. 9.

Het vonnis van veroordeeling, dat, ten gevolge van uitstel verleend door

cause, le jugement de condamnation n'a pas encore été exécuté à concurrence de plus du tiers de la somme due, il pourra être soumis à revision.

ART. 10.

Les Juges de Paix devant lesquels l'action en paiement avait été portée connaissent en dernier ressort des actions en restitution et en revision.

ART. 11.

Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi sont réputées non avenues.

ART. 12.

Toutes preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins compris.

ART. 13.

Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi :

- 1) Les Belges ;
- 2) Les militaires appartenant aux pays associés à la Belgique dans la guerre ;
- 3) Les nationaux des pays étrangers qui ont servi pendant la guerre sous les drapeaux de la Belgique ou de l'une des puissances associées ;
- 4) Les veuves, ascendants et descendants en ligne directe, frères et sœurs des miliciens des catégories précédentes, si ces militaires étaient leur soutien et habitaient avec eux.

den rechter of om eenige andere reden, nog niet ten uitvoer gelegd werd tot een bedrag van meer dan een derde der verschuldigde som, kan herzien worden.

ART. 10.

De Vrederechters, voor wie de vordering tot betaling werd aangebracht, nemen in hoogsten aanleg kennis van de vorderingen tot terugbetaling en tot herziening.

ART. 11.

De met deze wet strijdige bepalingen en bedingen worden als niet bestaande gehouden.

ART. 12.

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen, bijgebracht.

ART. 13.

Tot het voordeel dezer wet worden alleen toegelaten :

- 1° De Belgen ;
- 2° De militairen der landen die in den oorlog bij België aangesloten waren ;
- 3° De burgers van de vreemde landen, die gedurende den oorlog hebben gediend in het Belgisch leger of in het leger van eene der geassocieerde mogendheden ;
- 4° De weduwen, bloedverwanten in de rechte opgaande en nederdalende linie, broeders en zusters der militieplichtigen van bovengemelde soorten, indien die militairen hunne kostwinners waren en met hen inwoonden.

En sont exclus :

1°) Ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation pour crime ou pour délit contre la sécurité de l'État ou pour infraction à l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 ;

2°) Ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation par application de l'article 31 du Code militaire ;

3°) Les conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs des militaires décédés originaires des puissances ennemies et qui sont retournés dans leur pays d'origine.

Dit voordeel wordt ontzegd :

1° aan hen, die gestraft werden wegens eene misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van den Staat of wegens eene overtreding van het besluit-wet van 10 December 1916 ;

2° aan hen, die gestraft werden op grond van artikel 31 van het Militair Strafwetboek ;

3° Aan de echtgenooten, bloedverwanten in de opgaande en nederdalende linie, broeders en zusters van de overleden militairen behoorende tot de vijandelijke mogendheden, die in hun land van herkomst zijn teruggekeerd.